



## Déclaration de l'IE

# LA COMMUNAUTE EDUCATIVE MONDIALE UNIE POUR DEFENDRE LA LIBERTE ACADEMIQUE A HONG KONG

L'Internationale de l'Éducation soutient son affilié, le syndicat *Hong Kong Professional Teachers' Union*, et l'ensemble des personnels enseignants victimes des déclarations dégradantes et menaçantes de la cheffe de l'exécutif Carrie Lam.

Dans une interview préfigurant les atteintes aux droits et libertés à Hong Kong, Mme Lam a déclaré que "des arguments biaisés et fallacieux se sont répandus sur les campus". Elle a menacé que l'éducation ne pouvait pas être laissée sans surveillance et que les études libérales seraient désormais encadrées de près.

L'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale mondiale qui représente plus de 32,5 millions d'éducatrices et éducateurs dénonce fermement les tentatives des autorités de Hong Kong de saper la liberté académique. Il est flagrant que ces annonces préfigurent un projet anti-démocratique plus large.

*"L'autonomie des institutions éducatives est une condition nécessaire à l'exercice de la liberté académique. Les limites législatives, réglementaires et administratives à l'autonomie des établissements, allant de l'ingérence de l'État dans leur gouvernance au contrôle de leurs programmes académiques, compromettent gravement la capacité des personnels à librement mener des activités d'enseignement et de recherche et entreprendre des enquêtes critiques. Les enseignantes et enseignants ne devraient pas être limité·e·s ou entravé·e·s dans l'exercice de leurs droits civils en tant que citoyens, y compris le droit de contribuer au changement de société en exprimant librement leur opinion sur les politiques publiques et les politiques affectant l'éducation",* souligne David Edwards, le Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation.

Un personnel éducatif fort est le facteur le plus important pour assurer une éducation de qualité pour toutes et tous. À tout moment, y compris pendant la pandémie actuelle du COVID-19, les universitaires et les enseignant·e·s ont été bien au-delà du simple soutien à leurs élèves en continuant à leur fournir l'enseignement le plus complet possible, y compris en développant les compétences de la vie courante, la pensée critique et la liberté d'expression.

Tous les gouvernements doivent agir au service de leurs citoyens. Au lieu de s'opposer au personnel éducatif, les autorités devraient renforcer l'éducation en collaborant avec les enseignant·e·s et leurs syndicats, en investissant dans la profession, en veillant à ce que les droits des personnels soient respectés et à ce que des conditions de travail décentes soient assurées.